

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE, COMMERCE.

L'ÉCHO SAUMUROIS

Paraissant les Mardis, Jeudis et Samedis,

JOURNAL D'ANNONCES, INSERTIONS LÉGALES ET AVIS DIVERS.

BUREAU: PLACE DU MARCHÉ-NOIR.

PRIX DES ABONNEMENTS :

Un an, Saumur. . . 18 fr. » c. Poste. 24 fr. » c.
Six mois, — . . . 10 — — 13 »
Trois mois, — . . . 5 25 — 7 50

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire. — Les abonnements demandés, acceptés ou continués, sans indication de temps ou de termes seront comptés de droit pour une année. — L'abonnement doit être payé d'avance. — Les abonnements de trois mois pourront être payés en timbres-poste de 20 cent., envoyés dans une lettre affranchie.

Gare de Saumur (service d'été, 18 mai).

DÉPARTS DE SAUMUR POUR NANTES.

3 heures 19 minutes du matin, Poste.
6 — 37 — — Direct.
9 — 04 — — Omnibus.
4 — 35 — — soir, Express.
7 — 11 — — Omnibus.

Le train des samedis part d'Angers à 5 h. 20 m. du soir et arrive à Saumur à 6 h. 41 m.

DÉPARTS DE SAUMUR POUR PARIS.

3 heures 02 minutes du matin, Mixte (prix réduit).
7 — 52 — — Omnibus-Mixte.
9 — 50 — — Express.
4 — 54 — — soir, Direct.
5 — 47 — — Omnibus.
9 — 57 — — Poste.

PRIX DES INSERTIONS :

Dans les annonces 20 c. la ligne.
Dans les réclames 30 —
Dans les faits divers 50 —
Dans toute autre partie du journal. 75 —

ON S'ABONNE A SAUMUR.

Au BUREAU DU JOURNAL, place du Marché-Noir, et chez MM. GAULTIER, JAVAUD et MILON, libraires.
Les abonnements et les annonces sont reçus, à Paris, à l'Office de Publicité Départementale et Etrangère, LAFFITE-BULLIER et C^{ie}, place de la Bourse, 8.

Chronique Politique.

AFFAIRES DE POLOGNE.

Sous ce titre : *Réplique collective et identique des trois cours*, on lit dans le *Mémorial diplomatique* :

La fâcheuse impression produite par les dépêches du prince Gortschakoff avait amené les trois cours de Paris, de Londres et de Vienne à se poser cette alternative : Faut-il répliquer à la réponse russe ? ou ne convient-il pas plutôt de briser là toute négociation ?

Ce dernier parti offrait, à coup sûr, l'avantage de déployer plus d'énergie et de fermeté ; mais, d'un autre côté, les trois puissances se sont demandé si elles devaient rester sous le coup d'une réponse superficielle, habilement calculée pour égayer l'opinion publique. Après avoir mûrement pesé les motifs qui pouvaient militer en faveur de l'une ou de l'autre alternative, et s'être pénétrées de la gravité de la situation actuelle, elles se sont arrêtées à un moyen terme, qui concilie le soin de leur propre dignité avec les intérêts de l'Europe et les souffrances de la Pologne.

Les trois cours sont convenues de faire une réplique *identique*, dans le double but de réfuter la réponse du prince Gortschakoff et de poser leur programme comme un *minimum* inaltérable et immuable.

A cet effet, un projet de note collective a été rédigé le 21 juillet par le cabinet des Tuileries, et communiqué, à Londres et à Vienne, pour en faire agréer l'acceptation, sauf à y introduire les modifications que l'une ou l'autre cour croirait utile d'y apporter.

C'est par le courrier qui a quitté Paris dans la soirée du 22 que le projet de rédaction élaboré par M. Drouyn de Lhuys a été expédié à Vienne, après avoir été, la veille, envoyé à Londres.

On espère que la réponse des deux cabinets pourra être reçue mardi prochain au plus tard. Dans cette prévision, le prince de Metternich, qui est retourné à Trouville, jeudi soir, compte revenir à Paris dans la matinée du 28, afin de conférer avec M. le ministre des affaires étrangères.

Bien que la note identique qu'il s'agit d'envoyer à Saint-Petersbourg ne soit pas un *ultimatum*, les trois cours ne manqueront pas d'ajouter la déclaration qu'elles entendent par là clore toute discussion ultérieure avec la Russie et ne s'inspirer dorénavant que des intérêts de l'Europe, si gravement compromis par la prolongation des troubles de la Pologne.

Dans cet intervalle, les cabinets de Paris, de Londres et de Vienne se concerteront sur la nature et la portée d'un acte diplomatique destiné à donner à leur entente l'expression définitive d'une volonté irrévocable.

Si la Russie, en présence de la dernière dépêche de l'Autriche, en date du 19 juillet, a déjà consenti à l'acceptation des six points, à plus forte raison, devant l'attitude énergique et fermement unie des trois puissances, se prêtera-t-elle à un rapprochement complet.

Le projet de réponse de la France à la dernière note du prince Gortschakoff a été, nous assure-t-on, envoyé à l'Empereur à Vichy, et nous croyons savoir que cette réponse est depuis deux jours entre les mains des ca-

binets de Londres et de Vienne.

On attend, d'un moment à l'autre, la réponse de ces deux cabinets.

Nous connaissons déjà une partie de la note de l'Autriche, et nous pouvons affirmer qu'il n'y sera rien changé dans la dépêche définitive qu'elle doit faire parvenir à Saint-Petersbourg. (La France.)

Nous recevons le texte de la réponse russe à la note autrichienne, ainsi que la dépêche écrite par M. de Rechberg, sous l'impression de cette réponse, et adressée aux représentants de l'Autriche à Paris et à Londres.

Les déclarations que renferme ce dernier document, émanées de l'éminent homme d'Etat qui dirige la politique étrangère de l'Autriche, sont de nature à rassurer ceux qui auraient pu redouter la mollesse et l'indécision du cabinet de Vienne.

M. de Rechberg s'est empressé de rétablir le sens de la note autrichienne du 18 juin, inexactement interprété par le prince Gortschakoff ; le commentaire net et précis qu'il en donne fait disparaître toute nuance sur tous les points importants entre le langage de l'Autriche et celui des puissances occidentales.

Sollicité du côté de la Russie et de la Prusse, le cabinet de Vienne a fait un pas de plus du côté de la France et de l'Angleterre ; sa loyauté proteste contre les doutes dont elle a été l'objet ; son adhésion complète aux vues des cabinets de Paris et de Londres s'affirme avec une netteté qui ne laissera subsister aucune équivoque.

Telle a été l'effet de la dépêche russe à Vienne. Elle n'a servi qu'à fortifier l'entente des

trois puissances, en provoquant de la part de l'Autriche une déclaration qui associe de la manière la plus intime son action à celle des cours de France et d'Angleterre. (Idem.)

On mande de Londres, le 25 juillet :

Une dépêche de lord Napier à lord Russell, en date du 18 juillet, vient d'être publiée.

Lord Napier a eu une conversation avec l'ambassadeur de France, qui considère la réponse de la Russie comme une insulte devant amener une rupture immédiate. L'ambassadeur anglais partage l'opinion du duc de Montebello que la réponse n'est pas acceptable par l'Angleterre. Il a invité le duc de Montebello à se rendre avec lui chez le prince Gortschakoff, dans l'espoir que le ministre russe pourrait leur donner une explication de ses vues de nature à mitiger l'impression produite par ses dépêches.

Lord Napier a dit au prince Gortschakoff : Je crains bien que votre réponse ne soit considérée par l'Angleterre comme un moyen de gagner du temps pour détacher l'Autriche de notre alliance. C'est une offense aux puissances que de vouloir les exclure d'une conférence sur une question pour laquelle elles ont manifesté un si vif intérêt. Le projet de faire résoudre cette question par les puissances copartageantes n'inspirera pas de confiance. Aucune réponse ne pouvait être moins conciliante et moins pacifique.

Lord Napier a demandé ensuite au prince Gortschakoff quelle forme et quelle base il entendait donner à la conférence entre la Prusse, l'Autriche et la Russie ; et s'il se proposait d'en exclure la France et l'Angleterre, même

FEUILLETON.

LES MYSTÈRES DE LA CONSCIENCE.

(Suite.)

Bamalec devint pourpre comme s'il eût été menacé d'un coup de sang.

— Ah ! c'est beau... ah ! c'est vraiment beau ! dit-il en suffoquant. A ce trait sublime on reconnaît bien l'amour, le véritable amour ! Mais, en conscience, reprit-il, une pareille bonté d'âme dépasse les bornes et je n'entends pas accepter.

— Vous me désobligeriez en refusant.

— Cependant, mon cher ami...

— Pas de réplique, je vous en prie.

— N'allez pas croire, au moins, que je vous aie parlé des intentions de Martin Scaër pour provoquer votre libéralité.

Cette fois Maxime ne parvint point à réprimer un sourire railleur.

— Rassurez-vous, murmura-t-il, je connais trop bien votre délicatesse pour la suspecter jamais.

Le maître des Ravines vit le sourire et comprit les

paroles ; mais il ne s'en formalisa point. Il était incapable de rancune contre un homme qui possédait un million et en faisait un si bon usage. Il conduisit bientôt Maxime au salon, où il le présenta à sa fille en disant :

— Voici ton fiancé, mon enfant. A bientôt la noce.

Une charmante rougeur colora le front de Camille. Elle tendit simplement la main au jeune homme et dit d'une voix douce et calme :

— Merci mon père, je suis heureuse.

Maxime saisit la main qu'on lui offrait, il y imprima son cœur dans un baiser. En cet instant d'ivresse il ne songeait plus à la cupidité de Bamalec, il avait même oublié jusqu'à ses propres remords.

Lorsque Maxime retourna au Stangaïa, la nuit enveloppait la campagne, les étoiles diamantaient le firmament, de fraîches senteurs embaumaient l'air, la nature assoupie invitait au repos, elle exhalait de vagues bruissements qui berçaient le cœur avec mollesse. Sous l'influence de cette heure sereine, pénétré surtout de la pensée de Camille, il s'avancait lentement dans une pente qui serpentait sur les coteaux.

Pour la première fois, depuis la mort de son on-

cle, il savourait les délices d'une belle soirée ; pour la première fois il s'entretenait avec lui-même, sans oppression, de celle qu'il aimait. Si tourmentée qu'elle soit, l'âme humaine a toujours quelques intermittences de quiétude et de paix.

— Bonté du ciel ! se disait-il, Camille sera ma femme ! Elle va bientôt entrer dans ma vie et y apporter tous les sourires de sa jeunesse, de sa grâce, de sa beauté ! Quelle joie ! Ah ! que Dieu me punisse, si je ne la fais pas la plus enviée des femmes ! Elle ne reverra pas un vœu sans que je le devine ! Elle ne rêvera pas une impossibilité sans que je la réalise ? A elle toutes les recherches du luxe, toutes les coquetteries de la parure. A elle toutes les fêtes et tous les plaisirs ! Mais que dis-je ? suis-je assez insensé ? puis-je oublier ainsi qu'elle est la plus modeste et la plus noble créature du monde ! Elle méprisera le bruit et le faste. Elle voudra vivre sans éclat, devenir la fée protectrice de nos pauvres chaumières. Riche, bien riche sera son budget de charité. Les malheureux auront pour elle des bénédictions sans nombre ; peut-être quelques-uns s'égareront-elles sur moi. Ah ! je pressens qu'elle portera bonheur !

Après une pause il reprit :

— Qui devinerait que cet ange est la fille de Ba-

malec ? la vulgarité engendrant la distinction ; les instincts les plus grossiers produisant les sentiments les plus exquis : quel contraste ! Comme le créateur se complait étrangement dans les oppositions, les antithèses. Mais que m'importe le père ; je ne vois que l'enfant : Camille seule existe pour moi !

— Alors William Maxwell n'existe pas pour vous ? s'écria une voix stridente et sarcastique à travers l'obscurité.

Un frisson glacé courut dans toutes les veines de Maxime. Il vit se dresser une ombre près de lui et recula de trois pas.

— Qui va là ? s'écria-t-il de ce ton vibrant qui est l'énergie de la terreur.

— Eh ! parbleu ! c'est moi, Philippe Kerven, votre factotum. Je reviens d'une ferme voisine et je retourne au château. Si vous le permettez, nous ferons route ensemble. Aussi bien, il faut que je vous parle.

— Que prétendez-vous me dire ? balbutia le jeune homme. Pourquoi avez-vous prononcé le nom...

— De William Maxwell ? Ah ! par ma foi ! il ne me sera pas difficile de vous l'expliquer. Ce nom était écrit sur le testament de votre oncle, et j'ai voulu vous prévenir que j'en étais instruit.

pour la ratification des actes de la conférence.

Le prince Gortschakoff a répondu que les plénipotentiaires de la Prusse et de l'Autriche seraient reçus par lui à Saint-Petersbourg ; que le résultat de la conférence entre les trois puissances pourrait être consigné dans un traité, enfin, que cette conférence aurait pour point de départ les six points proposés.

Répondant à la deuxième question, le prince Gortschakoff a dit que le résultat de la conférence serait officiellement communiqué à l'Angleterre et à la France.

J'insistai, ajoute lord Napier, pour savoir si le résultat de la conférence devait former un traité que devraient signer toutes les puissances signataires des traités de 1815.

Le prince Gortschakoff, sans refuser d'une manière absolue, a répété que la Russie ne permettrait jamais une intervention des puissances dans ses affaires intérieures. — Havas.

Les deux Chambres du Parlement anglais ont consacré une nouvelle séance aux affaires de Pologne. Le comte Russell, à la Chambre des lords, et lord Palmerston, à celle des communes, ont pris l'un et l'autre la parole, mais sans rien ajouter à ce que tout le monde sait sur l'attitude de l'Angleterre. On peut remarquer, toutefois, que ces débats ont été plus accentués que ceux de la semaine dernière ; la réponse russe a excité une désapprobation qui se traduit dans les discours qui ont été prononcés.

Le comte Russell a développé son thème favori, à savoir qu'on peut ouvrir des négociations diplomatiques sans être prêt à faire la guerre en cas de refus. Lord Palmerston, qui partage sur ce point les vues de son noble ami, mais qui n'entend se lier ni pour la paix ni pour la guerre, a caractérisé en ces termes la situation diplomatique créée par la réponse de la Russie :

« Une grande démarche a déjà été faite. Jusqu'à présent, la Russie avait prétendu que l'insurrection de 1831 l'avait délivrée de toutes les obligations de l'acte de Vienne, et qu'elle pouvait traiter la Pologne comme sa conquête. Maintenant la Russie admet le droit des puissances signataires des traités de Vienne d'intervenir dans les limites de ces traités. Les nouvelles démarches que doit faire le gouvernement sont trop importantes pour pouvoir être exposées dans une réponse improvisée, surtout quand le gouvernement doit agir de concert avec la France et l'Autriche. »

C'est là ce qui s'appelle ne pas se compromettre. Mais que deviendraient aussi, au milieu de ces interpellations incessantes, les ministres britanniques, s'ils ne possédaient à fond le grand art de parler pour ne rien dire ? (La France).

Des mouvements de paysans menaçants pour

les propriétaires se sont produits à Bothnia, dans la Gallicie occidentale. Il a fallu la force pour empêcher le pillage de s'organiser. Bothnia a été le centre et le principal théâtre des événements de 1846. Depuis lors, il est resté entre les paysans et les propriétaires des haines enracinées et des colères sourdes.

On attribue l'explosion actuelle à l'action d'agents russes. Il n'y aurait rien d'impossible à ce que les Russes, furieux qu'une expédition ait été organisée en Gallicie pour envahir la Volhynie, aient voulu réagir et forcer les Galliciens à se tenir tranquilles chez eux, en fomentant de nouveau cette terrible question des paysans. (Idem.)

La prise d'armes des Circassiens contre la Russie prend chaque jour plus d'extension ; non-seulement dans les anciennes contrées où la paix n'a jamais été qu'une trêve, comme dans l'Abasie, par exemple, les montagnards ont remporté d'importants avantages, mais dans le Daghestan même, ils ont enlevé une forteresse défendue par neuf cents hommes. Or, le Daghestan est une province où tout retour offensif semblait impossible de la part des montagnards.

Les Russes l'ont sillonnée de grandes routes stratégiques qu'ils déclaraient devoir leur assurer à jamais la possession du pays. Ils viennent pourtant d'y éprouver une série d'échecs graves. On attribue ces échecs à la diminution considérable des troupes russes.

L'insurrection de Pologne aurait nécessité le rappel des meilleurs régiments, et ceux qui restent sont mêlés dans une telle proportion de déportés et de condamnés politiques, que les Circassiens trouvent à chaque moment des auxiliaires dans les rangs de leurs ennemis, sans compter le nombre incroyable des déserteurs qui viennent apporter un renfort souvent utile aux montagnards.

C'est ainsi que depuis le commencement de la nouvelle guerre, un grand nombre de Polonais sont parvenus à s'échapper des lignes russes et, dans les montagnes du Caucase, les généraux moscovites trouvent encore devant eux ces implacables ennemis. (Idem.)

Nous appelons l'attention de nos lecteurs sur les dépêches de New-York. Elles signalent des faits extrêmement importants : une émeute qui a ensanglanté cette ville pendant trois jours et qui a forcé le gouvernement à suspendre la conscription, la prise de Port-Hudson, la retraite de l'armée confédérée en Virginie et une nouvelle attaque de Charleston par les fédéraux.

New-York, 15 juillet. — La conscription a commencé ici samedi dernier.

Ce matin, la populace s'étant réunie devant le bureau du prévôt, a envahi ses bureaux, s'est emparée des papiers, a chassé les officiers recruteurs et a mis le feu au bâtiment. Les

flammes ont gagné les maisons adjacentes. Les pompiers ayant refusé leur service, beaucoup de maisons ont brûlé. Quinze mille individus environ ont pris part aux troubles. Plusieurs policemen ont été tués.

New-York, 14 juillet. — De grands désordres ont eu lieu la nuit dernière. Une foule considérable, composée surtout d'ouvriers et de femmes, et conduite par un nommé Andrews et par 500 autres chefs, a parcouru en divers corps, les principaux quartiers de la ville. Elle a mis le feu à l'arsenal et à bon nombre de maisons. Elle a attaqué et brûlé le bureau du journal la Tribune. Des passants ont été assaillis et dévalisés dans Broadway. Tout nègre rencontré par ces forcenés était tué. Cinquante de ces malheureux ont ainsi péri. L'un d'eux a été pendu ; on a ensuite allumé du feu au-dessous de son corps et on l'a brûlé. Le détachement, qui était de garde chez le prévôt, a tiré sur cette populace, mais il a été vaincu et horriblement maltraité.

Le maire de New-York a convoqué les citoyens pour former une garde spéciale. Des forces militaires considérables ont été appelées de Baltimore.

Les troubles continuent aujourd'hui. Les affaires sont arrêtées. Les magasins et les boutiques sont fermés.

Les journaux républicains accusent le parti anti-abolitionniste d'être au fond de tous ces troubles.

New-York, 15 juillet. — Hier soir, les troubles ont continué dans toute la ville de New-York. Beaucoup de personnes ont été tuées. La populace s'étant emparée du colonel Obrian, l'a pendu à un reverbère. Les émeutiers sont en force considérable dans la partie supérieure de la ville, où ils ont brûlé des maisons et commis des atrocités. Tous les nègres sont en fuite. Le trouble a gagné l'île Staten, les maisons des nègres ont été brûlées à Broklyn.

Le gouverneur Seymour a annoncé qu'il avait écrit à Washington pour demander l'ajournement de la conscription.

Le Herald annonce que M. Seymour a reçu de Washington l'ordre de suspendre la conscription.

15 juillet, soir. — La partie supérieure de la ville est au pouvoir de la populace qui a brûlé et détruit un grand nombre de maisons.

De nombreuses collisions ont eu lieu entre les troupes et la populace. Il a fallu faire usage du canon contre les émeutiers. Il y a eu plusieurs morts. On ne doute pas que la révolte ne soit bientôt réprimée. — Havas.

On annonce, par la voie de New-York, que le général Forey avait organisé, à Mexico, un gouvernement provisoire, et que la nation mexicaine allait être appelée à voter le plébiscite qui doit décider de la réforme de son gouvernement.

Nous apprenons, par la voie de la Havane, que Juarez, abandonné par les troupes qui l'accompagnaient, aurait renoncé à occuper San Luis Potosi, et qu'il se dirigeait vers la côte du Pacifique, afin de s'embarquer pour New-York. (La France)

Le Moniteur publie un rapport du ministre de l'intérieur sur le service des chemins vicinaux pendant la période quinquennale de 1857 à 1861.

Ce volumineux document, daté du 18 juin dernier, et signé par M. le comte de Persigny, qui avait porté sur cette branche de l'administration une attention particulière, n'occupe pas moins de dix-neuf colonnes serrées du journal officiel. Nous en détachons un extrait propre à donner une idée d'ensemble de l'impulsion qu'ont reçues les voies de communication depuis la loi du 21 mai 1836, et surtout depuis le rétablissement de l'Empire. Il constate que jamais, à aucune époque, les travaux de voirie n'ont été poussés avec autant d'activité. « Les villes se transforment, dit le ministre, les routes impériales et départementales s'achevent ou se rectifient, le réseau des voies ferrées se développe et se complète, et les chemins vicinaux, ces modestes, mais puissants auxiliaires de l'agriculture et de l'industrie, étendent sur toute la surface de l'Empire les bienfaits d'une circulation facile. »

L'allocation récente de 25 millions en faveur des chemins vicinaux, due à l'initiative impériale, a imprimé un nouvel élan aux travaux de la vicinalité, et il est permis d'espérer l'accomplissement du vœu patriotique émis par le ministre, de voir, sous le règne actuel, les plus pauvres communes dotées, comme les plus riches, de voies de communication qui sont le véritable élément de la prospérité des campagnes.

Le Moniteur publie également un rapport du ministre de la marine, qui propose l'abolition de la censure dans les colonies. La presse coloniale a vécu, jusqu'à ce jour, sous un régime exceptionnel, motivé par la situation morale des colonies elles-mêmes, où régnaient entre les diverses classes de la société des animosités dangereuses et pouvant être facilement excitées. Ni sous la Restauration, ni sous Louis-Philippe, ni en 1848, on n'avait jugé à propos de soumettre la presse à la législation métropolitaine. M. le comte de Chasseloup-Laubat croit que l'apaisement des esprits et la transformation qui s'est opérée dans la société coloniale rendent aujourd'hui cette assimilation possible ; c'est un progrès dont il convient de féliciter les colonies, puisqu'elles participent au mouvement libéral qui s'opère dans la mère-patrie, il est juste qu'elles en recueillent à leur tour les bienfaits.

Maxime resta pétrifié.

— Si j'ai tardé à vous faire cette déclaration, reprit Kerven, c'est par pure bonté d'âme. Vous étiez malade, j'ai voulu attendre que vous fussiez parfaitement rétabli... et aussi, pensa-t-il, qu'on eût enlevé les scellés mis sur la succession.

— Omon Dieu ! put à peine articuler Maxime.

— A propos, continua le factotum, savez-vous ce qu'est devenu ce testament ? Vous ne répondez pas. Eh bien ! je vais vous l'apprendre, moi. Ce testament.

— Malheureux ! taisez-vous !

— Ce testament a été brûlé par...

— Ah ! démon ! pas un mot de plus.

Et Philippe Kerven se sentit violemment étreindre à la gorge. Le nom qu'il allait prononcer n'en put sortir.

Il était robuste, lui aussi ; il tenta de se dégager par un énergique effort, mais ce fut en vain. Le poignet de fer se desserra de lui-même.

— Mille tonnerres ! j'ai cru que vous alliez m'étrangler, murmura le patient d'une voix altérée. C'eût été là, j'en conviens, une assez bonne manière de vous assurer le secret.

— Il en est sans doute un autre que tu veux m'in-

poser, misérable !

— Pas d'injures, mon cher maître, et nous pourrions nous entendre. Vrai, je ne compte point trop abuser de mes avantages. Soyez bon diable, et je ne serai pas un mauvais serviteur.

— Allons, parle, que demandes-tu ?

— Voyons, qu'est-ce que je puis bien exiger sans passer à vos yeux pour un Arabe.

Il se mit à réfléchir.

Pendant ce temps, la lune montait à l'horizon : elle commençait à éclairer la campagne de ses rayons obliques. Sa lueur vint illuminer soudain le paysage. Les deux hommes se dessinèrent alors sur le ciel où palissaient les étoiles. L'un paraissait abattu, c'était Maxime ; l'autre avait la mine triomphante, c'était Kerven.

— Eh ! eh ! supputa ce dernier, le papa Tréhouart a laissé au moins un million. Je sais cela, moi, qu'il entretenait quelquefois de ses affaires. Un million c'est un beau denier, oui-dà. Il eût laissé bien davantage, le cher homme, car il n'était guère dépensier, s'il n'avait pas eu la manie de distribuer en aumônes une bonne part de ses revenus. Il est vrai qu'il avait des raisons pour en agir ainsi.

— Quelles raisons ? que signifie ?

— Cela signifie...

Mais Kerven s'interrompit aussitôt.

— Respect aux morts, pensa-t-il, il ne faut pas divulguer le secret de la tombe, ça peut porter malheur. Et puis, poursuivit-il, si le neveu savait l'origine de la fortune, peut-être lui passerait-il en tête la fantaisie de n'en plus vouloir et refuserait-il de payer mon silence. Méfions-nous. Il y a des êtres si originaux.

— Pourquoi n'achevez-vous pas votre réponse ?

— Parce que c'est une pure supposition. En effet, voyant le bonhomme si charitable, j'ai imaginé qu'il avait sans doute commis dans sa jeunesse quelque peccadille et qu'il se soulageait en faisant l'aumône. Qui n'a pas une faute pour le moins à se reprocher tôt ou tard dans la vie ? On n'est pas parfait, n'est-il pas vrai, mon cher maître ?

Disant cela, il ricanait.

— Finissons-en ! s'écria Maxime, quelle somme exigez-vous ?

— Cinquante mille francs, est-ce trop ? Sur un million, c'est cinq pour cent. Allons, avouez que je suis bien raisonnable.

— Cinquante mille francs, soit. Vous les aurez, mais à une condition.

Laquelle, s'il vous plaît ?

— Vous quitterez le pays, la France même ; vous irez vivre à l'étranger.

— Ma foi ! voilà qui est à merveille, et je ne vous refuserai point cette satisfaction. Justement j'ai formé le projet d'aller avec mes cinquante mille francs m'établir dans une contrée où l'argent vaut en ce moment, dit-on, son pesant d'or, en Californie. Comptez donc sur mon prochain départ.

— J'y compte. Je vous remettrai un coupon de rente représentant la somme. Il vous sera facile d'en réaliser la valeur.

— Fort bien. Je le vendrai à Paris que je veux visiter avant de m'embarquer au Havre.

— Un mot encore : vous avez prononcé le nom de William Maxwell.

— Avez-vous jamais vu cet homme ?

— Jamais.

— Est-ce une réalité ? Est-ce une fiction cet Anglais ? le savez-vous ?

— C'est une réalité.

Maxime tressaillit.

— Il vit donc ? reprit-il avec anxiété.

— Peuh ! je le crois mort, au contraire.

Un éclair de joie traversa le regard du jeune homme.

